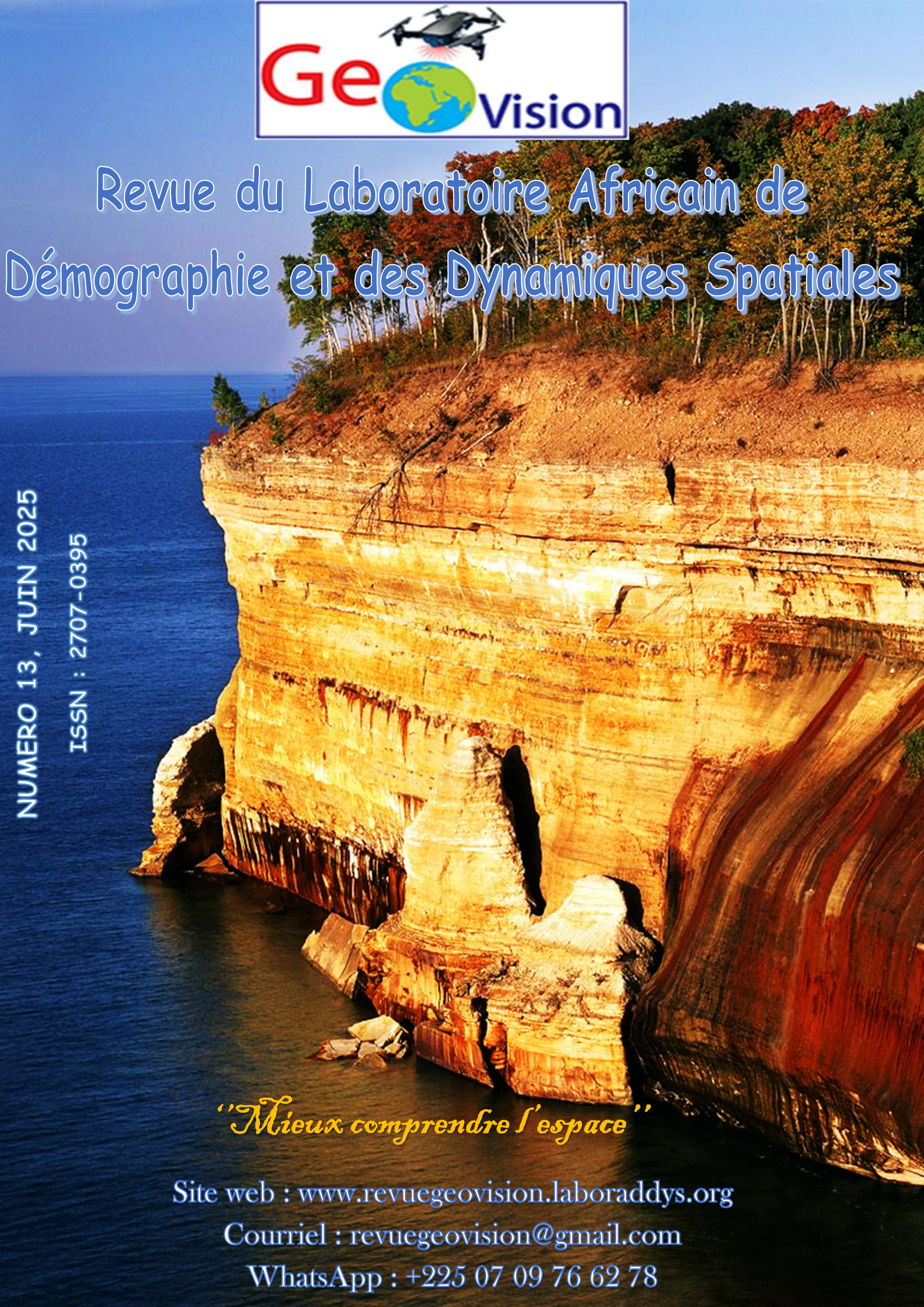


Revue du Laboratoire Africain de Démographie et des Dynamiques Spatiales

NUMERO 13, JUIN 2025

ISSN : 2707-0395

"Mieux comprendre l'espace"

Site web : www.revuegeovision.laboraddys.org

Courriel : revuegeovision@gmail.com

WhatsApp : +225 07 09 76 62 78

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Directeur de publication : Pr MOUSSA Diakité, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Rédacteur en chef : Pr LOUKOU Alain François, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Rédacteur en chef adjoint : Dr ZAH Bi Tozan, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Chargé de Diffusion et de Marketing : Dr FOFANA Bakary, Géographe, LABORADDYS

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION

Dr DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr FOFANA Bakary, Géographe, LABORADDYS

COMITÉ SCIENTIFIQUE ET DE LECTURE

Pr MOUSSA Diakité, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr BÉCHI Grah Félix, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

PhD : Inocent MOYO, University of Zululand (Afrique du Sud) / Président de la Commission des études africaines de l'Union Géographique Internationale (UGI)

Pr AFFOU Yapi Simplice, Université Félix Houphouët Boigny Cocody-Abidjan (Côte d'Ivoire)

Pr ALOKO N'guessan Jérôme, Université Félix Houphouët Boigny Cocody-Abidjan (Côte d'Ivoire)

Pr ASSI-KAUDJHIS Joseph P., Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr BIGOT Sylvain, Université Grenoble Alpes (France)

Professor J.A. BINNS, Géographe, University of Otago (Nouvelle-Zélande)

Pr BOUBOU Aldiouma, Université Gaston Berger (Sénégal)

Pr BROU Yao Télésphore, Université de La Réunion (La Réunion-France)

Pr Momar DIONGUE, Université Cheick Anta Diop (Dakar-Sénégal)

Pr Emmanuel EVENO, Université Toulouse 2 (France)

Pr KOFFI Brou Émile, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr KONÉ Issiaka, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr Nathalie LEMARCHAND, Université Paris 8 (France)

Pr Pape SAKHO, Université Cheick Anta Diop, (Dakar-Sénégal)

Pr SOKEMAWU Koudzo Yves, Université de Lomé (Togo)

Dr Ibrahim SYLLA, Université Cheick Anta Diop, (Dakar-Sénégal)

Pr LOUKOU Alain François, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr VEI Kpan Noel, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr (MC) ZAH Bi Tozan, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr (MC) DIOMANDÉ Béh Ibrahim, Université Alassane Ouattara (Bouaké- Côte d'Ivoire)

Dr (MC) SORO Nabegue, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr (MC) KOFFI Kan Émile, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr (MC) ETTIEN Dadja Zenobe, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

INDEXATIONS INTERNATIONALES

https://reseau-mirabel.info/revue/17310/Geovision

https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/150985

www.sudoc.fr/241026326

TOGETHER WE REACH THE GOAL

Journal details : http://sjifactor.com/passport.php?id=23386

- ✓ *Impact Factor 2025 : 5. 46.*
- ✓ *Impact Factor 2024 : 2.782*
- ✓ *Impact Factor 2023 : 3.169*

INSTRUCTIONS AUX AUTEURS

Dans le souci d'uniformiser la rédaction des communications, les auteurs doivent se référer aux normes du Comité Technique Spécialisé (CTS) de Lettres et Sciences Humaines/CAMES. En effet, le texte doit comporter un titre (Times New Roman, taille 12, Lettres capitales, Gras), les Prénom(s) et NOM de l'auteur ou des auteurs, l'institution d'attache, l'adresse électronique de (des) auteur(s), le résumé en français (250 mots), les mots-clés (cinq), le résumé en anglais (du même volume), les keywords (même nombre que les mots-clés). Le résumé doit synthétiser la problématique, la méthodologie et les principaux résultats. Le manuscrit doit respecter la structure d'un texte scientifique comportant : Introduction (Problématique ; Hypothèse compris) ; Approche méthodologique ; Résultats et Analyse ; Discussion ; Conclusion ; Références bibliographiques. Le volume du manuscrit ne doit pas excéder 15 pages, illustrations comprises. Les textes proposés doivent être saisis à l'interligne 1, Times New Roman, taille 11.

1. Les titres des sections du texte doivent être numérotés de la façon suivante : 1. Premier niveau (Times New Roman, Taille de police 12, gras) ; 1.1. Deuxième niveau (Times New Roman, Taille de police 12, gras, italique) ; 1.2.1. Troisième niveau (Times New Roman, Taille de police 11, gras, italique).

2. Les illustrations : les tableaux, les cartes, les figures, les graphiques, les schémas et les photos doivent être numérotés (numérotation continue) en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre concis, placé au-dessus de l'élément d'illustration (centré ; taille de police 11, gras). La source (centrée) est indiquée en dessous de l'élément d'illustration (Taille de police 10). Ces éléments d'illustration doivent être annoncés, insérés puis commentés dans le corps du texte.

3. Notes et références : 3.1. Éviter les références de bas de pages ; 3.2. Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, ainsi qu'il suit : -Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'auteur, année de publication, pages citées. Exemple : (B. FOFANA, 2021, p.28) ; -Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées). Exemple : B. FOFANA (2021, p.28).

4. La bibliographie : elle doit comporter : le nom et le (les) prénom (s) de (des) auteur(s) entièrement écrits, l'année de publication de l'ouvrage, le titre, le lieu d'édition, la maison d'édition et le nombre de pages de l'ouvrage. Elle peut prendre diverses formes suivant le cas :
- *pour un article :* LOUKOU Alain François, 2012, « La diffusion globale de l'Internet en Côte d'Ivoire. Évaluation à partir du modèle de Larry Press », in *Netcom*, vol. 19, n°1-2, pp. 23-42.

- *pour un ouvrage :* HAUHOUOT Asseypo Antoine, 2002, *Développement, aménagement, régionalisation en Côte d'Ivoire*, EDUCI, Abidjan, 364 p.

- *un chapitre d'ouvrage collectif* : CHATRIOT Alain, 2008, « Les instances consultatives de la politique économique et sociale », in Morin, Gilles, Richard, Gilles (dir.), *Les deux France du Front populaire*, Paris, L'Harmattan, « Des poings et des roses », pp. 255-266.

- *pour les mémoires et les thèses :* DIARRASSOUBA Bazoumana, 2013, *Dynamique territoriale des collectivités locales et gestion de l'environnement dans le département de Tiassalé*, Thèse de Doctorat unique, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan, 489 p.- *pour un chapitre des actes des ateliers, séminaires, conférences et colloque* : BECHI Grah Felix, DIOMANDE Beh Ibrahim et GBALOU De Sahi Junior, 2019, Projection de la variabilité climatique à l'horizon 2050 dans le district de la vallée du Bandama, Acte du colloque international sur « *Dynamique des milieux anthropisés et gouvernance spatiale en Afrique subsaharienne depuis les indépendances* » 11-13 juin 2019, Bouaké, Côte d'Ivoire, pp. 72-88

- *Pour les documents électroniques* : INS, 2010, *Enquête sur le travail des enfants en Côte d'Ivoire*. Disponible à : http://www.ins.ci/n/documents/travail_enfant/Rapport%202008-ENV%202008.pdf, consulté le 12 avril 2019, 80 p.

Éditorial

Comme intelligence de l'espace et savoir stratégique au service de tous, la géographie œuvre constamment à une meilleure compréhension du monde à partir de ses approches et ses méthodes, en recourant aux meilleurs outils de chaque époque. Pour les temps modernes, elle le fait à l'aide des technologies les plus avancées (ordinateurs, technologies géospatiales, à savoir les SIG, la télédétection, le GPS, les drones, etc.) fournissant des données de haute précision sur la localisation, les objets et les phénomènes. Dans cette quête, les dynamiques multiformes que subissent les espaces, du fait principalement des activités humaines, offrent en permanence aux géographes ainsi qu'à d'autres scientifiques des perspectives renouvelées dans l'appréciation approfondie des changements opérés ici et là. Ainsi, la ruralité, l'urbanisation, l'industrialisation, les mouvements migratoires de populations, le changement climatique, la déforestation, la dégradation de l'environnement, la mondialisation, etc. sont autant de processus et de dynamiques qui modifient nos perceptions et vécus de l'espace. Beaucoup plus récemment, la transformation numérique et ses enjeux sociaux et spatiaux ont engendré de nouvelles formes de territorialité et de mobilité jusque-là inconnues, ou renforcé celles qui existaient au préalable. Les logiques sociales, économiques et technologiques produisant ces processus démographiques et ces dynamiques spatiales ont toujours constitué un axe structurant de la pensée et de la vision géographique. Mais, de plus en plus, les sciences connexes (sciences sociales, sciences économiques, sciences de la nature, etc.) s'intéressent elles aussi à l'analyse de ces dynamiques, contribuant ainsi à l'enrichissement de la réflexion sur ces problématiques. Dans cette perspective, la revue Géovision qui appelle à observer attentivement le monde en vue de mieux en comprendre les évolutions, offre aux chercheurs intéressés par ces dynamiques, un cadre idéal de réflexions et d'analyses pour la production d'articles originaux. Résolument multidisciplinaire, elle publie donc, outre des travaux géographiques et démographiques, des travaux provenant d'autres disciplines des sciences humaines et naturelles. Géovision est éditée sous les auspices de la Commission des Études Africaines de l'Union Géographique Internationale (UGI), une instance spécialement créée par l'UGI pour promouvoir le débat académique et scientifique sur les enjeux, les défis et les problèmes spécifiques de développement à l'Afrique. La revue est semestrielle, et parait donc deux fois par an (en anglais et en français).

La rédaction

AVERTISSEMENT

Le contenu des publications n'engage que leurs auteurs. La Revue Géovision ne peut, par conséquent, être tenue responsable de l'usage qui pourrait en être fait.

SOMMAIRE

L'APPORT DE L'ELEVAGE FAMILIAL DES POULETS DANS L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS URBAINES : CAS DE LA COMMUNE I DU DISTRICT DE BAMAKO AU MALI, **SORY IBRAHIMA KOITA 11**

CONTRAINTES AUX MÉCANISMES DU FINANCEMENT DES SOINS DE SANTÉ DANS LE DÉPARTEMENT DES COLLINES (BENIN, AFRIQUE DE L'OUEST) **Rock MEYA[1], Moussa GIBIGAYE[2], Josias ADEGNANDJOU[2], Sènangla Franco-Néo Camus DJESSONOU[3], Rock Christian JONHSON[3] et Toussaint VIGNINOU[4] 24**

MALADIES NON TRANSMISSIBLES ET PARCOURS DE SOINS DANS LE DOUBLET URBAIN COTONOU – ABOMEY-CALAVI AU SUD DU BÉNIN **Tranquillin YADOULETON[1] et Hervé KOMBIENI[2] 38**

DEFIS DE GESTION DES DECHETS SOLIDES DANS LE CERCLE DE MACINA, REGION DE SEGOU AU MALI **Seydou A TOGOLA[1], Yakouréoun DIARRA[2] 54**

IMPACT DE LA VARIABILITE DES PARAMETRES AGROCLIMATIQUES SUR LES PRODUCTIONS CEREALIERES DANS LA BOUCLE DU MOUHOUN (BURKINA FASO) **Mamadou LOMPO [(1)], Henri Sourou TOTIN VODOUNON [(2)], Léocadie ODOULAMI [(1)]..... 63**

GOUVERNANCE FONCIERE AUTOUR DU PERIMETRE IRRIGUE PUBLIQUE DE DJIRATAWA : ENTRE DIAGNOSTIC D'ACCES ET CONFLITS D'USAGE **Hadiza KIARI FOUGOU 80**

KILOMETRE 4, UN QUARTIER PRÉCAIRE DE POINTE-NOIRE (RÉPUBLIQUE DU CONGO) **Jean-Luc MOUTHOU[1], André Wilfrid LANDA[2], Sabas Frame SENGO MANIOKO[3] 90**

PROBLÉMATIQUE ET INTÉRÊT DE LA GESTION INTELLIGENTE DES DÉCHETS URBAINS À KORHOGO (NORD-EST DE LA CÔTE D'IVOIRE) **KONE Kapiéfolo Julien 107**

DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE, POLITIQUE FONCIÈRE ET ACCÈS AU LOGEMENT LOCATIF ET DE PLEINE PROPRIETE DANS LA VILLE DE SAKASSOU (Centre de la Côte d'Ivoire) **Antoine Yapo GBOCHO 119**

MAREYAGE ET AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DE LA FEMME RURALE DANS LA SOUS-PREFECTURE DE GAGNOA (CENTRE OUEST DE LA CÔTE D'IVOIRE) **Zady Edouard ZOGBO 133**

EMERGENCE DU DEBAT PUBLIC DANS LA PLANIFICATION URBAINE A ZINDER (NIGER) : EXEMPLE DE LA CONSULTATION CITOYENNE INITIEE PAR LA VILLE DE ZINDER DANS LE CADRE DE L'ELABORATION DU SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME (SDAU 2022-2040) **Abdoulaye ADAMOU[1], Mamane Sani SALAOU MAKERI[2], Harou ABDOU[3] 149**

DYNAMIQUE DE L'OCCUPATION DU SOL EN MILIEU URBAIN SAHELIEN : CAS DE LA VILLE DE NIAMEY DE 1984 A 2023 (REPUBLIQUE DU NIGER) **ABDOU SOULEY Laila[1*], ADAMOU Mahaman Moustapha[1], ALASSANE HADO Halidou[1] 165**

AUTONOMIE FINANCIERE ET DEVELOPPEMENT LOCAL DANS LA COMMUNE DE BOUAKE (CENTRE- CÔTE D'IVOIRE) **Konan Norbert KOFFI..... 183**

LES RÉTOMBÉES SOCIOÉCONOMIQUES DE LA PRÉSENCE DES VOLTAÏQUES EN CÔTE D'IVOIRE ET EN HAUTE VOLTA : 1960-1984 **DIBY Kouadio Jean[1], DJE Yao Lopez[2]..... 201**

ANALYSE PROSPECTIVE ET ORIENTATIONS STRATEGIQUES DE L'URBANISATION DANS LE DISTRICT AUTONOME DES MONTAGNES (COTE D'IVOIRE) **KOUAKOU Kouassi Éric 213**

INDICATEURS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE DÉPARTEMENT DU COUFFO (BÉNIN, AFRIQUE DE L'OUEST) ***Justin A. MAMA[1], Guy WOKOU[2] et Ibouraïma YABI[2]..... 230**

CULTURE MARAÎCHÈRE, UNE ALTERNATIVE CREDIBLE DE L'AUTONOMISATION DE LA FEMME DANS LA COMMUNE DE OUANGOLODOUGOU (NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE) **KONÉ Basoma[1], TAPE Ange Mirelle Karelle[2], YÉO Namongo[3], ... 242**

LE REDIMENSIONNEMENT DU CANAL DE VRIDI : UNE OUVERTURE OCEANE IMPORTANTE POUR LES ACTIVITES AU PORT D'ABIDJAN (COTE D'IVOIRE) **Kanga Konan Victorien 256**

CARACTERISATION D'UNE ACTIVITÉ RURALE EN MILIEU URBAIN. L'EXEMPLE DU MARAICHAGE, UNE ACTIVITE AGRICOLE PRATIQUEE DANS LES QUARTIERS DE BRAZZAVILLE (REPUBLIQUE DU CONGO) **[1-]Nicole Yolande EBAMA, Prince Loïque, [2-]MABA NGOULOUBI 270**

IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SANITAIRES DE L'OCCUPATION IMMOBILIERE DES BAS-FONDS DANS LA VILLE DE BOUAKE (CENTRE DE LA CÔTE D'IVOIRE) **KRAMO Yao Valère..... 283**

CARACTÉRISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES ET ÉCONOMIQUES DES RESIDENTS DES BATIMENTS VERTICAUX À LA RIVIERA PALMERAIE, ABIDJAN (CÔTE D'IVOIRE) **BOSSON EBY JOSEPH[1], KOFFI FILS EPAPHRAS JONATHAN[2] 296**

MOBILITE URBAINE ET DEVELOPPEMENT DES CENTRALITES SECONDAIRES A BAMAKO **Issa TOGOLA..... 312**

MODES D'APPROVISIONNEMENT ALTERNATIFS EN EAU POTABLE DANS LA COMMUNE DE BINGERVILLE **COULIBALY Amadou[1], DIABAGATE Abou[2], KOUDOU Welga Prince[3] 323**

ANALYSE DIACHRONIQUE DE L'OCCUPATION DU SOL À KATIALI ET DIANRA ENTRE 1990 ET 2020 (NORD, CÔTE D'IVOIRE) **ASSI Lordia Florentine 341**

ORIGINE ET ÉVOLUTION DU DAARA EN SÉNÉGAMBIE (XV$_{ème-}$ DÉBUT DU XXI$_{ème}$ SIÈCLE **Mamadou Mariame Diallo[1], Aliou SENE[2] 352**

FACTEURS D'ACCROISSEMENT DE LA VULNERABILITE DES POPULATIONS A LA MENINGITE DANS LA ZONE SANITAIRE TANGUIETA-MATERI-COBLY (BÉNIN, AFRIQUE DE L'OUEST) ***Agnès VISSOH[1] et Akibou AKINDELE[2]..... 365**

VARIATION DU RYTHME HYDRIQUE DANS LE DEPARTEMENT DE LA SANGHA (Congo Brazzaville) **Chaberth OSSINA NGOÏ[1], Jovial KOUA OBA [2] 378**

CHANGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX ET ACTIVITES RURALES : PECHE ET EXPLOITATION DES CRIQUETS COMESTIBLES DANS LE NORD-TILLABERI, NIGER **Nouhou ALI 391**

DYNAMIQUE DE L'OCCUPATION DU SOL LIÉE A L'ORPAILLAGE AU MALI : CAS DE L'ÉCHELLE COMMUNALE DE SELEFOUGOU DE 1980 À 2020, CERCLE DE SELINGUE **Sékou CAMARA..... 402**

MIGRATION ET DYNAMIQUE DE L'ESPACE URBAIN DE LA RIVE GAUCHE DU DISTRICT DE BAMAKO (REPUBLIQUES DU MALI) **KONATE Ibrahim Tiessolo 418**

LA REPRESENTATION DE L'INFLUENCEUR-ANIMATEUR DANS LE PAYSAGE AUDIOVISUEL IVOIRIEN : CONSTRUCTION OU DECONSTRUCTION DE LA REALITE SOCIALE **Dje Bi Kahou Albert[1], N'Guessan Amenan Mireille Jeanne Christine[2]..... 433**

IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES DE L'AGRICULTURE VIVRIERE MARCHANDE DANS LE DISTRICT DE MOKEKO (DEPARTEMENT DE LA SANGHA, REPUBLIQUE DU CONGO) **André Christ NGOULOUMA[1], Ghislain MOBILANDZANGO M[2]., Damase NGOUMA[3]..... 444**

MIGRATION ET DYNAMIQUE DE L'ESPACE URBAIN DE LA RIVE GAUCHE DU DISTRICT DE BAMAKO (REPUBLIQUES DU MALI).

KONATE Ibrahim Tiessolo

Géographe, chercheur à l'Institut des Sciences Humaines (ISH) Bamako/Mali. Tel : 79075861 / 69504646 / ibratiessolo@gmail.com

Résumé

La communauté malienne se caractérise par sa forte structuration et sa capacité de mobilisation. Dans le contexte socio-économique du Mali, la migration apparaît comme une stratégie de lutte contre la pauvreté si l'on s'en réfère aux caractéristiques des zones. L'enclavement et les difficultés d'accès aux services de base ; etc., représentent les causes de la migration vers Bamako.

La conséquence est une urbanisation galopante. Ainsi la rive gauche, ville d'origine et économique de Bamako, connait un phénomène migratoire très remarquable. Les mouvements migratoires s'effectuent essentiellement des pays voisins et de l'intérieur. Cet état de fait s'explique par des facteurs migratoires.

C'est durant cette période que certains quartiers sont développés et d'autres sont créés comme les ACI.

L'objectif est d'étudier les effets de la migration sur la transformation spatiale de la rive gauche.

La démarche méthodologique s'appuie sur une approche mixte : la méthode qualitative et quantitative.

Les résultats: Le parcours d'installation des ménages a été retracé avant leur installation finale. Les quartiers centraux constituent le point de passage.

La migration et les dynamiques sociales ont contribué à la genèse perpétuelle des nouveaux quartiers en périphéries. Toutes les communes environnantes sont peuplées (Dialakorodji, Sangarebougou, …).

Depuis des décennies, les migrants ressortissants se font remarquer par d'importants investissements dans le développement social. Ces migrants se sont substitués à la puissance publique, dans des domaines de service urbain.

La migration a-t-elle des effets sur la dynamique spatiale ? Cet article tente d'apporter quelques éléments de réponses à cette question.

Mots clés : migration, dynamique spatiale, urbanisation, espaces, population.

MIGRATION AND DYNAMICS OF THE URBAN SPACE OF THE LEFT BANK OF THE DISTRICT OF BAMAKO (REPUBLICS OF MALI)

Abstract

The Malian community is characterized by its strong structure and capacity for mobilization. In Mali's socioeconomic context, migration appears to be a strategy to combat poverty, based on the characteristics of the areas. Isolation and difficulties accessing basic services, etc., are the causes of migration to Bamako.

The result is rapid urbanization. Thus, the Left Bank, Bamako's hometown and economic hub, is experiencing a remarkable migratory phenomenon. Migratory movements occur mainly from neighboring countries and the interior. This state of affairs can be explained by migratory factors.

It was during this period that some neighborhoods were developed and others, such as the ACIs, were created.

The objective is to study the effects of migration on the spatial transformation of the Left Bank.

The methodological approach is based on a mixed qualitative and quantitative approach. Results: The households' settlement paths were traced before their final settlement. The central neighborhoods constitute the transit point.

Migration and social dynamics have contributed to the perpetual genesis of new neighborhoods on the outskirts. All the surrounding municipalities are populated (Dialakorodji, Sangarebougou, etc.).

For decades, national migrants have been noted for their significant investments in social development. These migrants have replaced public authorities in areas of urban service.

Does migration have effects on spatial dynamics? This article attempts to provide some answers to this question.

Keywords: migration, spatial dynamics, urbanization, spaces, population.

1. Introduction

La communauté malienne se caractérise par sa forte structuration et sa capacité de mobilisation. Dans le contexte socio-économique du Mali, la migration apparaît comme une stratégie de lutte contre la pauvreté si l'on s'en réfère aux caractéristiques des zones. L'enclavement et les difficultés d'accès aux services de base ; l'absence d'opportunités économiques ; les populations fuient toujours des conflits, mais aussi de plus en plus des catastrophes naturelles ; la recherche d'emploi (activités industrielles puis tertiaires) etc., représentent les causes essentielles de la migration vers Bamako.
La conséquence est une urbanisation galopante et anarchique. Ainsi la Rive Gauche, ville d'origine et économique de Bamako, connait un phénomène migratoire très remarquable. Les mouvements migratoires les plus importants s'effectuent essentiellement des pays voisins et de l'intérieur du pays. Cet état de fait s'explique par des facteurs migratoires (facteurs internes et facteurs externes), considérés comme éléments contextuels des migrations aujourd'hui. En outre, cette migration est presque proportionnellement répartie selon le genre (51,3% pour les hommes contre 48,7% pour les femmes), (INSTAT, RGPH, 2009).
Les migrations internes sont favorisées par l'exode rural (temporaire ou définitif). Selon la Direction Nationale de la Population, « *Bamako accueille à elle seule 70 % des migrants internes* », (INSTAT, RGPH, 2009).
C'est durant cette période que les premiers quartiers spontanés se sont développés et que de nouveaux se sont créés (hippodrome II, les ACI, Marseille, petit paris, Razel …), qui sont administrativement reconnus comme les secteurs.
L'objectif de cette recherche est d'étudier les effets de la migration sur la transformation spatiale de la Rive Gauche du District de Bamako.
Les quartiers centraux constituent le point de passage de la plupart de ces résidents.
La migration et les dynamiques sociales ont contribué à la genèse perpétuelle des nouveaux quartiers en périphéries. Toutes les communes environnantes sont peuplées (Dialakorodji, Sangarebougou, Moribabougou, Mandé et Kati) par les ménages déplacés du centre-ville vers la périphérie.
Les migrations engendrent des déséquilibres socio-spatiaux, puisqu'elles modifient, en leur lieu d'arrivée, mais aussi en leur point de départ, les caractéristiques sociodémographiques et environnementales.
Depuis des décennies, les migrants ressortissants se font remarquer par d'importants investissements dans le développement social. Les appuis au développement dont les retombées issues de ces acteurs apportent une contribution significative à l'économie locale.
Ces migrants se sont substitués à la puissance publique, dans des domaines de service urbain (la santé, l'éducation, etc.) au niveau de leur résident ancien ainsi qu'au résident actuel.
La migration a-t-il des effets sur la dynamique de l'occupation spatiale ?
Cette interrogation nous amène à répondre aux questions secondaires suivantes :

- Quelles sont les raisons de la migration ?
- Quels sont les avantages et les inconvénients de la migration ?
- Quels peuvent être les enjeux de la migration sur l'espace de la Rive Gauche ?

1.1. Outil et méthode

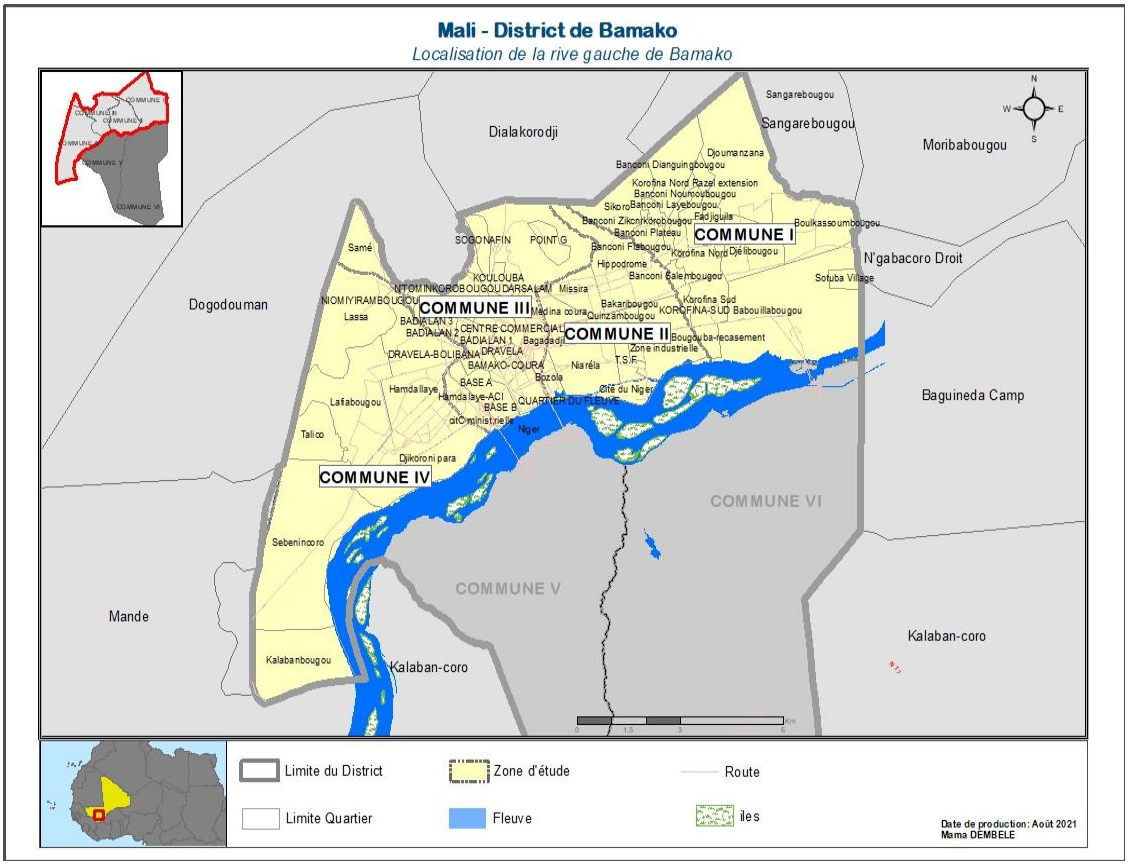
La démarche méthodologique utilisée, s'appuie sur un ensemble de procédés :
La recherche documentaire : elle porte sur la méthode de collecte de données à partir des documents comme rapports, articles et autres.
L'approche mixte : elle s'appuie sur un ensemble de méthodes qualitative et quantitative.
Méthode qualitative : elle est fondée sur les entretiens individuels et collectifs (focus). Nous avons élaboré un guide d'entretien, adressé aux personnes ressources (individuelle et focus) pour l'interview.
Méthode quantitative : elle a consisté en une enquête par questionnaire avec la population. Les données quantitatives sont collectées auprès de la population à l'aide d'un questionnaire préétablis.
L'échantillon porte sur une taille de 50individus repartis comme suite :
Migrants : 25, dont 15 soumis à l'entretien.
Parents des migrants : 25 (15 femmes) dont 5 soumis au guide d'entretien

Dans le cadre de cette étude, nous avons appliqué la technique d'échantillonnage non aléatoire (choix raisonné)
Techniques et outils de collecte de données : Un questionnaire et un guide d'entretien ont été élaborés pour collecter un maximum d'information sur le terrain à partir de dictaphone et téléphone Android.

1.2. Présentation de la zone d'étude

Pays continental aux ressources naturelles limitées, le Mali est un pays de forte émigration qui est une dynamique majeure de la population malienne. C'est une pratique historique et culturelle depuis le temps des grands empires, donc une indispensable préoccupation. La communauté malienne se caractérise par sa forte structuration et sa capacité de mobilisation.
Le développement économique des milieux différents provoque des migrations d'autres lieux plus stables. La conséquence est une urbanisation galopante et anarchique. Ainsi Bamako, la ville économique du Mali, connait un phénomène migratoire très remarquable. Le Mali étant un pays d'émigration devient de plus en plus un pays de transit et même d'immigration. Cet état de fait s'explique par des facteurs (facteurs internes et des facteurs externes), considérés comme éléments contextuels des migrations aujourd'hui. En outre, cette migration est presque proportionnellement répartie par sexe (51,3% pour les hommes contre 48,7% pour les femmes).
La Rive Gauche Rive Gauche du District de Bamako est située sur le 7°59' de longitude Ouest et le 24°40' de latitude Nord, s'étend entre le fleuve Niger et le Mont Manding dans les plaines alluviales de 115 km se réunissant à ses deux extrémités Est et Ouest et grande de plus de 11 505 hectares.
A l'origine, la ville de Bamako s'est installée sur la Rive Gauche du fleuve Niger dans une plaine large environ de 4 Km s'inclinant vers le fleuve.
L'extrémité Nord est un arc de cercle formé par des collines. La Rive Gauche du District de Bamako est limitée au Nord par la commune rurale de Dialakorodji et au Nord-est par la commune rurale de Sangarebogou (toutes sont du cercle de Kati). À l'Ouest, la ville s'étend au Sud d'Hamdallaye, où un nouveau quartier, baptisé ACI 2000, (Agence de cessions immobilières), se bâtit progressivement. À l'Est par la commune rurale de Moribabougou et au Sud par le long du fleuve Niger.
La Rive Gauche conserve les fonctions de centre politique, administratif, économique, commercial et culturel où est installée la Cité administrative, où logent les ministères, (Carte1).

Carte 1 : localisation de la Rive Gauche du District de Bamako



Cette carte représente l'identification de la Rive Gauche du District de Bamako. Le fleuve a divisé la ville de Bamako en deux parties appelées rives : la Rive Gauche au Nord du fleuve et la rive droite au Sud.

2. Résultats obtenus

Les résultats obtenus des enquêtes à partir des données collectées sur le terrain nous révèlent les informations suivantes :

2.1. Déplacements humains ou migrations

Les résultats retiennent que : dans le contexte socio-économique du Mali, la migration apparaît comme une stratégie de lutte contre la pauvreté si l'on s'en réfère aux caractéristiques des zones d'arrivée. L'enclavement et les difficultés d'accès aux services de base ainsi que l'absence d'opportunités économiques représentent les causes essentielles de l'exode rural. Selon les chefs de ménage installés à Bamako : « Dès l'âge de 12-13 ans, nos enfants partent travailler en ville comme domestique "petite bonne". Cette pratique est devenue aujourd'hui une composante quasi-incontournable du passage à l'âge adulte pour les deux sexes », (entretien, focus, Mai 2023).

L'analyse, selon le genre fait ressortir une attraction pour la ville presque similaire car les hommes et les femmes ont presque le même taux de migration respectivement de 35,9% et 36,2% dans l'ensemble. Seule la capitale semble plus attirer les femmes que les hommes. Ce qui pourrait s'expliquer probablement entre autre, par la migration des filles qui y viennent comme domestiques soit pour chercher leur trousseau de mariage ou aider les parents qui n'arrivent plus à subvenir aux besoins du ménage.

La plupart des migrants résidant à Bamako viennent d'autres régions du Mali (85%). Les 15% restants viennent de l'extérieur du pays : des nigériens, des ghanéens, des guinéens, des sénégalais, des burkinabés…. L'âge moyen des migrants à leur arrivée varie environ entre 13 et 20 ans. Quelques groupes d'exil complètent cette liste. C'est une population très jeune, 45% de la population à moins de 40 ans. Selon Ouédraogo et Piché (1995, p. 23): « *Cette originalité de Bamako est confirmée par les chiffres donnés, sur différentes périodes, 45, 4 % des immigrants à Bamako se sont installés entre 1969 et 2009 alors que ce chiffre n'est que de 14, 9 % entre 1960 et 1968* ».

La migration constitue aujourd'hui une dynamique importante dans les mouvements démographiques : les populations fuient bien entendu toujours des conflits, mais aussi de plus en plus les catastrophes naturelles, la recherche d'emploi (activités industrielles puis tertiaires qui ont attiré les campagnards venus nombreux dans la ville de Bamako en Rive Gauche), le regroupement familial et la poursuite des études supérieures, la situation sanitaire. L'émigration a été motivée par des facteurs économiques liés à l'histoire du pays, comme le manque de débouchés, la pénurie de ressources et une rivalité dans les conditions de vie entre les citadins et les campagnards.

Les principaux flux migratoires se font :

- des campagnes vers les villes, Bamako en particulier ;
- vers l'étranger : en direction des pays côtiers d'Afrique et d'Europe, d'Asie, et d'Amérique.

Les migrations internes sont alimentées par l'exode rural (temporaire ou définitif). Par exemple les fortes densités sont certes dues à une activité intensive, industrielle ou tertiaire et le déplacement résidentiel, qui ont provoqué de fortes concentrations humaines en Rive Gauche de Bamako.

Il existe deux types de migration : la migration internationale et la migration internes. Les statistiques ne disposent pas de données fiables pour les indicateurs quant au nombre et aux caractéristiques des étrangers en situation irrégulière au Mali. Le pays a une politique d'immigration probablement liée aux traditions et à la culture de la mobilité.

Sous les première et deuxième Républiques (1960-1968, 1968-1991), la migration malienne n'avait aucun rôle économique ou politique reconnu au niveau des instances de l'État ou, tout au moins, elle était parfois confondue avec l'opposition politique extérieure. Selon un gendarme à la retraite : « Auparavant la migration n'était une affaire des autorités étatiques. Les deux régimes s'opposaient à la migration, car non seulement ils luttaient contre, mais aussi ils refoulaient les migrants saisonniers de la ville de Bamako à la veille de l'hivernage ». Ce dispositif de lutte opérait de la façon suivante :

- Institution de « laissez-passer » aux sorties des villages et aux entrées de Bamako. Cette pièce était la preuve que l'intéressé se déplaçait pour un motif sérieux.
- Le refus de délivrer des cartes d'identité aux jeunes qui passaient entre les mailles de la brigade routière, notamment ceux venant des villages très touchés par l'exode. Ce manque de pièce d'identité les exposait aux multiples rafles de la police.

- A l'approche de la saison des pluies, les rafles étaient multipliées. Les « raflés » étaient renvoyés dans leurs villages et ceux qui n'avaient pas d'adresse (de pièce d'identité), étaient envoyés dans des fermes d'Etat créées pour recevoir les « sans-travail ».
Ces dispositions ont été rigoureusement appliquées à Bamako (mais non dans les villages ; l'exode rural s'est ainsi développé en direction de la Côte d'Ivoire, du Sénégal…), ce qui ralentit considérablement « l'immigration vers la ville ».
De nos jours, l'importance du phénomène migratoire est perçue à la fois par les autorités maliennes et les organismes internationaux comme une préoccupation en question. Le phénomène demeure cependant peu connu faute d'informations fiables et actualisées à part celle de RGPH et les enquêtes (1976, 1987,1998 et 2009).

2.1.1. Migrations internationales

Les migrations internationales sont des déplacements de population d'un pays à un autre, à des fins multiples (recherche d'emploi, d'asile, d'études, de soins médicaux, etc.). De nos jours elles se sont mondialisées, presque tous les pays (de départ, d'accueil, ou de transit) sont concernés.
Le Mali connaît depuis des décennies une forte migration de ses populations vers l'extérieur. Ce phénomène migratoire, même s'il n'est pas nouveau, a pris de l'ampleur au début des années 1970, à la suite de la sécheresse qui a frappé tous les pays du Sahel, remettant en cause des équilibres déjà fragiles. La crise économique que traverse le pays, les programmes d'ajustement structurel récurrents, le poids de la dette extérieure, la décomposition des structures socio-économiques traditionnelles à la campagne et la sécheresse quasi endémique font des stratégies migratoires, basées sur des réseaux de solidarité familiale, une solution privilégiée pour diversifier les sources de revenus et faire face aux difficultés.
La relation des maliens de l'extérieur avec la patrie est intense et variée et se matérialise par des transferts de fonds importants et de nombreuses compétences en ressources humaines. Selon le Recensement Administratif à Caractère Electoral (RACE) de 2001 : *« le nombre de maliens de l'extérieur était de 920 388. Cependant, ce chiffre ne tient compte que des personnes de plus de 18 ans qui se sont inscrites auprès des représentations diplomatiques. Sur la base des données des recensements pour la période 1995-2005, on estime que 1 578 695 maliens vivaient à l'extérieur du pays. 32 % d'entre eux se trouvaient en Côte d'Ivoire […] concret et continu du pays en faveur de l'intégration régionale,* (Ballo, 2009).
On distingue 4 types de migrants internationaux et autant de motifs de départ à partir des critères argumentateurs :

- des personnes chassées de leur pays d'origine ou de résidence à la suite de décisions politiques (les responsables politiques, les hommes d'affaire…), on les appelle les personnes déplacées ;
- les personnes qui fuient de la guerre ou la persécution en franchissant une frontière internationale : la crise ivoirienne de 2010-2011 qui fut une crise politique entreprise après le second tour de l'élection présidentielle ivoirienne de 2010, fait un grand nombre de déplacés dans certaines régions du Mali et plus particulièrement Bamako. ces personnes sont appelées les réfugiés.
- les personnes qui travaillent hors de leurs frontières nationales. Elles quittent généralement leurs pays pauvres pour les pays riches. Ces expatriés envoient à leurs pays d'origine, chaque année des sommes souvent plus élevées que l'aide étrangère au développement dont bénéficient ces pays. On appelle les émigrants économiques.
- les étudiants boursiers poursuivent des formations dans les universités occidentales et du continent américains, asiatique et même africain. les déplacements touristiques sont une autre forme de mobilité humaine.

La migration a des conséquences sur la taille de la population, particulièrement dans les pays qui accueillent un grand nombre de migrants économiques où desquels partent un grand nombre d'entre eux, ainsi que dans les pays touchés par une hausse des flux de réfugiés. *« En 1976, les migrants externes occupaient déjà 35% de la population totale du District et en 1987 ce pourcentage s'élevait à 44%. Après 1987, on retrouve une croissance plus « normale », à la limite faible »* (Moïse, 2009).

La migration internationale pose des difficultés comme les problèmes de logement, d'emploi, d'intégration, de xénophobie. Ces facteurs déclencheurs englobent les contraintes économiques, politiques, Démographiques, environnementales et socioculturelles.
L'importance de la population malienne de l'extérieur, de son poids économique et du rôle qu'elle a joué dans ce processus de démocratisation, la Conférence nationale recommande la création d'un organe pouvant prendre en compte tous les problèmes des Maliens vivant à l'étranger. Ainsi, sous l'impulsion des migrants eux-mêmes, organisés en association, une institution appelée le Haut Conseil des Maliens de l'extérieur (HCME) est créée en novembre de la même année (en 1991).
La situation des Maliens de l'extérieur devient ainsi une préoccupation nationale, compte tenu de ses conséquences sociales (problèmes d'intégration, rapatriement forcé, etc.). En plus de ces aléas, cette migration comporte aujourd'hui des enjeux éminemment économiques et politiques que la création du Haut Conseil des Maliens de l'extérieur a contribué à mettre au jour.

2.1.2. Mobilisation des ressources des expatriés

La sécurisation des biens des migrants dans les pays d'accueil, le drainage de leur épargne vers le Mali, etc. sont les principaux défis auxquels ont à faire face les émigrants et l'État malien. Avant mars 1991, l'État malien n'incitait pas au rapatriement des capitaux, bien au contraire. Sous le régime du président Modibo Keïta (1960-1968), il est interdit d'être propriétaire de plus d'une maison. Ce qui a obligé les diamantaires maliens à investir davantage au Congo dans les secteurs immobilier et commercial, (Bredeloup, 1994, p. 89).
Les migrants font aussi des investissements à caractère culturel et religieux. Aujourd'hui, ils investissent dans les écoles, les centres de santé. Les enquêtés révèlent que l'émigration a permis, d'avoir des coopérations des réalisions comme des centres de santé des salles de classes, etc. dans notre localités (toutes les communes de la Rive Gauche).
L'un des soucis majeurs du migrant quand il acquiert des biens est de les mettre à l'abri des aléas car ils deviennent objet de convoitise.
Pour le Haut Conseil des migrants de l'extérieur (HCME), l'État doit défendre et protéger ses citoyens par les moyens diplomatiques dont il dispose. Situation difficile lorsque les pays d'accueil ne respectent pas les conventions internationales, notamment les normes de l'Organisation internationale du travail ou même le traité de libre circulation des personnes et des biens de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Les migrants maliens pourraient être de véritables acteurs du développement.

2.2. Migrations internes

La migration à l'intérieur sans franchir de frontière nationale, demeure donc importante.
Les déplacements des campagnes vers les villes (migration du désespoir) constituent le principal flux. La plupart des migrants récents vient d'une région qui est aussi celle où ils sont nés. « Le District de Bamako se montre de nouveau très concerné par ces flux internes : il est la première région pourvoyeuse de migrants dans le pays (22 %), alors qu'il compte l'une des plus faibles proportions (56 %) de natifs parmi les migrants récents. Il est également la principale destination depuis d'autres régions de naissance, avant le déménagement au lieu de recensement. La capitale du Mali constitue donc l'épicentre de la migration interne, mais elle contient ses résidents plus qu'elle les redistribue dans le reste du pays », (M. Bertrand, 6/2015-10/ 2018).
La migration interne peut intervenir entre zones rurales, d'une zone rurale à une zone urbaine, entre zones urbaines ou de façon circulaire. Il est à signaler que : les motifs de mobilités internes sont déterminés et variés ainsi que les caractéristiques des migrants.
La ville de Bamako est la région qui concentre aujourd'hui la plus grande partie des migrants. L'enquête nous a prouvé que : la sensibilité des migrations est liée néanmoins aux crises économiques et aux bouleversements politiques, entrainant les attaques barbares dans les villages isolés. Les migrations de travail (légales ou illégales) constituent une part importante de l'ensemble des mouvements de population. Des milliers de populations rurales quittent les campagnes dans l'espoir de trouver du travail en ville particulièrement la Rive Gauche du District, qui est retenue comme la

capitale économique et industrielle du Mali, surtout avec l'existence des grands marchés et les industries du textile et de l'alimentation…. Or, les conditions de vie et de travail sont très difficiles et les emplois y sont plutôt rares (emplois d'ouvriers).

Les mouvements de réfugiés en sont bien sûr l'illustration la plus évidente. Les réfugiés représentent une autre grande catégorie de migrants interrégionaux ou régionaux, qui a lieu au cours des dernières décennies à la suite des conflits ou des guerres civiles. Au Mali, avec la crise du Nord (occupation…), certaines populations du Nord se sont dirigées vers Bamako.

Les migrations saisonnières ou temporaires restent un appoint indispensable à la survie de certaines familles rurales. Selon un enquêté : « je suis natif d'un village pauvre de Kolokani, à chaque période de sècheresse, c'est à dire après l'hivernage, je viens ici à Bamako pour chercher du travail (tout travail confondu, sans distinction). Le peu que je gagne n'est pas trop, mais nous serve mieux que rien », (entretien, avril 2023).

Au renversement consécutif du régime socialiste cette migration a pris son ampleur, qui ne saurait s'expliquer que par la seule liberté de déplacement sur Bamako. Les années 1972 -1973 furent en effet, marquées par une sécheresse des plus rares connues par les maliens. La sécheresse a décimé le cheptel, provoqué la disette (manque, carence) partout dans le pays. La situation des conditions de vie (la pauvreté et la malnutrition) liées aux problèmes de dégradations de l'activité économique devenant de plus en plus alarmants, les marges de manœuvres des paysans demeurent fort réduites. Pour bon nombre d'entre eux, l'unique voie envisageable serait l'exode rural. L'exode rural en direction des grandes villes notamment la capitale Bamako, caractérise l'essentiel des migrations internes que connait le pays. L'exode a tantôt des effets favorables et tantôt des effets défavorables. Selon un intervenant du focus : « Les émigrants ont souvent contribué au développement de notre commune de Nossombougou. Même s'ils ont favorisé le dépeuplement qui a entraîné une baisse des productions agricoles, car les jeunes constituent les bras valides », entretien Mai 2023).

Sur trente migrants interrogés, neuf sont internationaux (9/30 internationaux). Ainsi la quasi-totalité de cette population migrante a avancé des raisons de regroupement familial, dont 55,7% de femmes. La recherche d'emploi est la seconde raison qui motive la migration pour près de 27,9%, et plus particulièrement les hommes qui représentent 60,1% des migrants de travail. Enfin les 13,9% des migrants évoquent les études.

Le manque de structures socio-éducatives pousse aussi les jeunes à abandonner le village. Le travail et les études apparaissent également parmi les motifs de migrations cités des femmes et des jeunes générations. L'analyse de la situation des élèves et étudiants prouve qu'en vue de s'insérer dans le tissu socioéconomique, la quasi- totalité des étudiants et élèves restent à Bamako après les études.

Les villageois se ruèrent donc sur la capitale car, là au moins, il y a toujours des aliments en vente même s'ils sont chers. De plus, les structures sanitaires y sont plus développées. « Malgré un exode rural important, le nombre d'affamés et de pauvres dans notre village ne diminue pas. Les paysans n'ont pas les moyens d'investir en semences, en matériel agricole » estime un enquêté en exode.

Plus loin, on constate que c'est aussi durant cette période que les premiers quartiers spontanés se sont développés et que de nouveaux se sont créés tel que : hippodrome II, les ACI, Marseille, …

Pour le cas des ménages enquêtés propriétaires de logement, la plupart ont fait d'autres quartiers avant de s'installer définitivement chez eux. L'origine des quartiers avant l'installation dans le quartier d'enquête a été retracée pour voir le parcours d'installation des ménages. Nous saisissons une chaine d'installation en Rive Gauche : Les quartiers centraux constituent le point de passage de la plupart des résidents. Toutes les communes environnantes sont peuplées (Dialakorodji, Sangarebougou, Moribabougou, Mandé et Kati). Nous constatons que les ménages quittent le centre-ville vers la périphérie. La première raison est que plus on est loin du centre plus le loyer coûte moins cher. La deuxième raison est que l'offre de parcelle est plus importante en périphérie/ augmentant ainsi la chance d'accéder à la propriété. (Tableau 1).

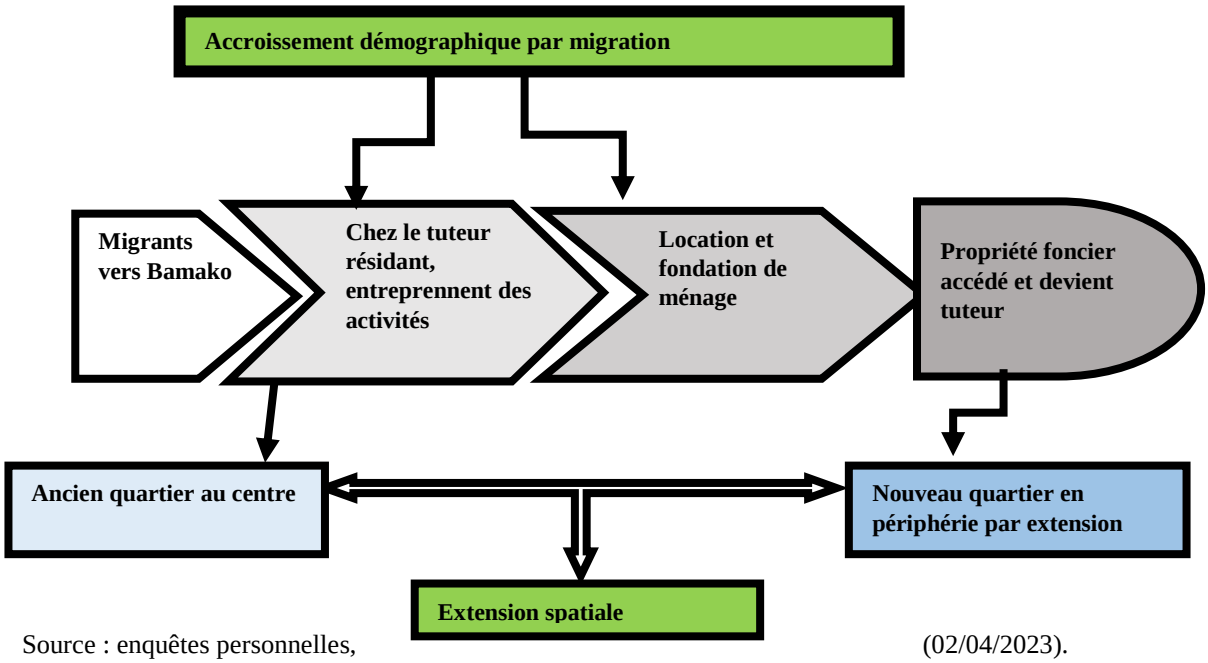
Tableau 1 : mouvements migratoires chez les chefs de ménage enquêtés

Immigrant			émigrant		
Concession	Migrant	Pourcentage	Concession	Migrant	Pourcentage
1 à 5	30	7,5	1 à 3	135	33,8
5 à 10	14	3,5	3 à 6	55	13,8

Source : enquêtes personnelles (SPSS), Octobre 2021

L'analyse de ce tableau nous révèle une proportion d'immigration en moyenne d'un taux de 2,57% et de 0,69% d'émigration. Comparativement au nombre de migrant des deux cas, la population de la Rive Gauche reçoit plus d'individus chez lui. Ces migrants ont un lien de patenté direct ou indirect avec le chef de ménage tuteur : épouse (ou époux), fils ou fille, frère ou sœur, père ou mère ou autres parents du chef de ménage, domestique ou sans lien de parenté avec le chef de ménage.
Chaque année, un nombre élevé d'émigrants laisse les campagnes, se dirigent pour la plupart vers la capitale pour l'espoir de possibilités d'emplois. Mais en réalité, ces infortunés ne font que changer leur misère de pôle dans la mesure où ils ne contribuent qu'à alimenter les quartiers périphériques, lieux de référence des pauvres urbaines. Ce qui va entraîner une augmentation de la délinquance juvénile. La croissance de la périphérie s'explique donc, d'une part, par le fait que des migrants s'y installent dès leur arrivée, et d'autre part, par le flux de la population comme non- migrante du centre-ville. En cela, nous avons retracé une chaine qui explique le parcours d'installation de certains ménages, (Figure).

Figure 1 : chaine d'installation des migrants en Rive Gauche du District de Bamako



Source : enquêtes personnelles, (02/04/2023).

La plupart des ménages propriétaires a fait d'autres quartiers du District avant de s'installer définitivement chez eux dans leur propre maison.
Les migrants vers Bamako, s'installent chez un tuteur « *diatigui* » en bambara ou logeur, et entreprendre des activités. Une fois les conditions améliorer cherche un loyer (location), en constituant leurs propres ménages (familles). Après quelques années, ils accèdent à leurs propres propriétés foncières (logement) dans un nouveau quartier en périphérie du centre (ancien quartier). Ce cycle nous

explique un facteur de l'extension spatiale. Donc l'extension spatiale est victime de la croissance démographique. Selon le chef de quartier de Sébéninkoro : les soninkés et les peuhls appelé en bambara "*diokoromé*" ont acquis toutes nos champs et les transformer en belles constructions puis se sont installés. Le quartier est développé grâce à ces gens-là. Ils contribuent beaucoup pour dans la gestion de notre infrastructure : école, mosquée et au marché », (entretien juin 2023).

2.3.Conditions de vie de la population migrante

Lors de l'enquête, certaines questions ont été posées en vue de saisir les conditions de vie de la population migrante dans les ménages : le niveau de confort des logements. Ces caractéristiques qui permettent d'évaluer la situation socio-économique, sont également des déterminants de l'état de santé de la population.

2.2.1. Conditions de vie des ménages

La condition de vie des populations migrantes de la Rive Gauche est certainement liée aux mouvements de la catégorie socioprofessionnelle des chefs de ménage, de leur mode de vie, de type d'habitat et de leur niveau d'instruction, qui sont entre autres : la fonction de l'Etat (fonctionnaire), les services privés (gardiennage, éducation et autres), autonomes (commerçants, manœuvre…) et subalternes. L'éducation étant un pilier du développement, reste encore faible. La plupart des chefs de ménages ne disposent d'aucune instruction en Rive Gauche et exerce dans une fonction informelle.

Le mode de production familial exigeant en main d'œuvre, le besoin de descendants pour la prise en charge pendant la vieillesse, commence cependant à s'estomper (disparaître petit à petit) en ville.

En ayant une population de plus en plus nombreuse dans la concession, il y a de plus en plus de « bouches à nourrir » donc cela accroît les difficultés. Nous constatons que les migrants ont tendance à appliquer la théorie du malthusianisme. Il s'agit d'une doctrine inspirée par l'économiste anglais Thomas Malthus (1766-1834) qui prône une limitation volontaire de la population. Le point de départ de Malthus était que la population augmentait beaucoup plus rapidement que la production agricole, ce qui devait conduire à la misère et aux décès des plus pauvres.

La souveraineté alimentaire est le droit des ménages de définir leur propre politique alimentaire, de protéger et réglementer leur production et leurs échanges avec un objectif de développement durable et de déterminer leur degré d'autonomie alimentaire. Ainsi certains n'ont pas les moyens de s'offrir les denrées alimentaires dont ils ont besoin, puisque les prix sont trop élevés pour eux. Selon le chef de quartier Badialan I : « *Les conditions de vie de la population sont délicates, précaires, parce que seulement 5% de la famille vit aisément, c'est à dire qui mange trois fois par jour comme il faut. Il y a certains qui viennent, mais quand on fait la statistique, 60% des populations ne mangent pas à leur faim. Il y a des familles, à part le repas de déjeuner, chacun se débrouille pour le petit déjeuner et le diner. C'est la malnutrition qui est là. Tout cela est dû au chômage et la cherté de la vie. C'est à dire que le chef part à la retraite lorsque ses enfants sont toujours non seulement en chômage, mais très jeunes aussi …* », (enquête 20/04/ 2023). Pourtant, la faim n'est pas une fatalité. Quand on observe, il y a suffisamment de nourriture pour tout le monde. Les outils et les politiques dont nous disposons aujourd'hui, combinés à une forte volonté politique, sont capables de relever le défi.
Une condition de vie modeste, misérable dans les vieux quartiers par rapport aux nouveaux quartiers. Car les nouveaux quartiers (ACI de Sotuba et Hamdallaye et cité de Niger par exemple) abritent plus des populations nantis dont la plupart est les expatriés de l'extérieur. Selon le chef de quartier de Badialan I : « la population vit dans la précarité, cette misérable condition de vie pousse la population au vol, au détournement, à la vie dissolue ». Il ajoute encore : « dans le temps (1960-1970), on traversait le cours d'eau sur le pont traditionnel (fait en bois), la pêche qu'on pratiquait nourrissait certaines familles, mais aujourd'hui, c'est devenu un dépotoir d'ordures, eaux usées et les jeunes ont déserté la localité pour se réfugier ailleurs, […] », (Enquête 20/04/ 2023).

L'analyse des résultats montre que l'incidence de la pauvreté est moins élevée dans les ménages dirigés par les femmes (veuves) et leurs enfants sont allés en exil. La bonté (aide familiale) est plus

faible parmi les individus qui vivent dans un ménage dirigé par une femme. Ils sont plus souvent localisés dans les anciens quartiers spontanés. Selon le chef de quartier de N'tomikorobougou : « difficulté, pauvreté : sachant que, certaines familles sont gérées par les femmes qui se débrouillent par les petits commerces et autres activités, sont souvent abandonnées par leurs fils qui sont installés ailleurs… ». Il ajoute que : « ces femmes abritent dans les constructions à moitié terminée. Cette situation incarne le problème de développement chez nous ici», (entretien mars 2021).

Les conditions de vie des ménages, en termes d'habitation ne sont pas si précaires d'une manière générale. L'analyse par le milieu de résidence nous révèle une forte proportion des ménages dans le confort. Car un habitat précaire, en milieu urbain peut être considéré dans certains milieux sociaux ruraux comme confortable où très confortable, (figure).

2.2.3. Accès aux ressources foncières

La question foncière est l'un des enjeux économiques les plus importants pour le HCME. L'État, soucieux d'augmenter la production et la productivité agricole, de diversifier les productions, encourage les maliens de l'extérieur à investir dans le secteur de l'agriculture.

Sur le même registre, en 2006, l'Association des rapatriés de Côte d'Ivoire a obtenu 2 000 parcelles de terrain à usage d'habitation dans le village de Balandougou (commune rurale du Mandé). Il est intéressant de noter que cette action a contribué à alimenter la spéculation foncière autour de Bamako étant donné que la quasi-totalité de ces migrants rapatriés est déjà retournée en Côte d'Ivoire.

L'acquisition d'un lot urbain est généralement l'objectif final de la migration; il peut aussi représenter un souci de diversification des revenus individuels et familiaux. Après la création du HCME, sa première revendication a été l'attribution de parcelles d'habitation aux maliens de l'extérieur et l'aménagement d'une zone industrielle. Le gouvernement a attribué 500 parcelles au HCME.

Les statistiques sur la clientèle de l'ACI, à la date du 20 Mai 1995, indiquent que 20,51 % des acquéreurs des parcelles à Bamako sont des Maliens de l'extérieur, soit 1 048 lots. Ce chiffre a évolué jusqu'à 36,7 % en 2004. Un centre commercial d'un coût global de 9 milliards de F CFA financé par les migrants maliens sur le site de l'ACI 2000 (anciens aéroports de Bamako). Le programme de l'habitat des maliens de l'extérieur connaît un début de réalisation avec l'acquisition des parcelles d'habitation dénommée « Sutura » (le gîte) sous l'égide du HCME.

Ces exemples montrent que l'accès à la terre est un enjeu économique majeur pour les migrants. La terre est (pour le migrant qui veut retourner maintenant ou plus tard) un moyen de conversion de la rente migratoire en rente foncière et favorise l'accumulation.

Des terrains ont été achetés auprès de certains propriétaires fonciers qui ont fait les transferts au nom de la coopérative. Quatre sites d'un total de 500 lots ont pu être obtenus et viabilisés pour le moment.

2.2.4. Caractéristiques de l'habitat de la Rive Gauche de Bamako

Les matériaux utilisés pour la construction d'une habitation se reflètent sur la qualité de la nature des murs, du toit et du type d'habitat. Les constructions, en majorité sont des concessions à plusieurs logements disposées sur les côtés et autour d'une cour où est creusé un puits. Avec les lotissements, apparaît une évolution dans la présentation des chambres. Celles-ci ne sont plus uniques, avec porte ouvrant sur la véranda, mais avec salon appelé *chambre-salon* ou *chambre-antichambre*. (Tableau).

Tableau 2: Typologie des bâtiments des quartiers de la Rive Gauche de Bamako

bâtiment	Pourcentage	Pourcentage valide
Concession à plusieurs logements	90,0	90,0
Villa moderne	10,0	10,0
Total	100,0	100,0

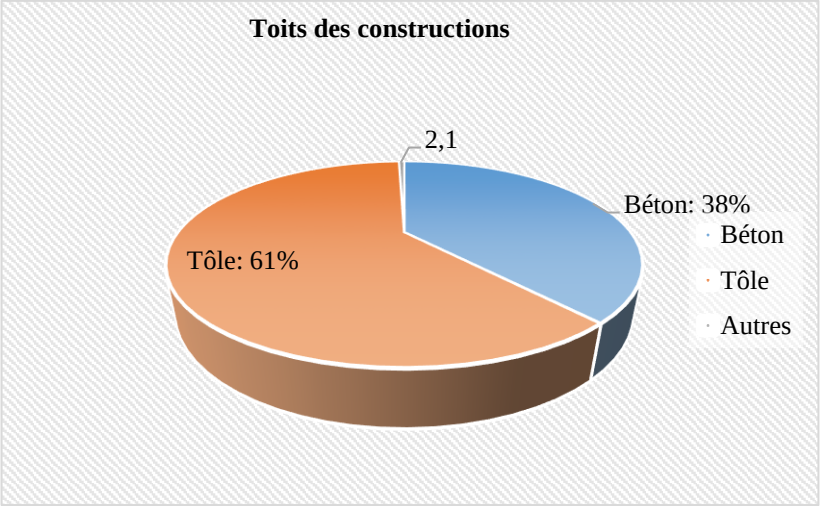
Source : enquêtes personnelles, (SPSS), Octobre 2023.

En Rive Gauche, nous observons deux types de construction : i- la concession à plusieurs logements : notre coutume sociale nous oblige non seulement à rassembler tous les parents mais aussi la polygamie qui est un facteur principal, qui consiste à regrouper tous les enfants de mamans différentes dans une seule concession. Ce qui fait que ce type de bâtiment devient le plus nombreux (90%) ; ii- Les 10% restant constituent la villa moderne : qui est d'origine étrangère et les chefs de ménage de ce type de bâtiment sont considérés comme les personnes solitaires dans notre société.

2.2.5. Structure de l'habitat (logement) de la Rive Gauche

Les logements des quartiers récents viabilisés sont évidemment les mieux pourvus en matériaux, durs, toit en béton, et de construction modernes éclairées en électricité (EDM) et approvisionné en eau (SOMAGEP), ne sont pas à la hauteur de souhait. Il s'agit de : Hamdallaye ACI, Hippodrome II... on retrouve une forte proportion de logements avec des murs en banco ciment (semi dur), un toit en tôle et un puits dans la cour pour l'eau de besoin, (tableau).

Figure 4 : Toits de construction des ménages enquêtés



Source : enquêtes personnelles, (SPSS), Octobre 2021.

Les matériaux des toits des habitats des migrants enquêtés varient d'un moment à l'autre. 61,0% des logements ont un toit uniquement couvert de tôle. Ce statut est moins cher et s'ajuste au budget de l'ensemble de la population. Avec l'amélioration de conditions financières, beaucoup pensent le modifier en béton pour prévoir des immeubles. Comme tout le monde le sait, toute sorte de construction peut s'adapter à un toit en tôle. Une proportion non négligeable des chefs de ménages, 38% vit néanmoins dans des habitations dont le toit est en béton, ce qui témoigne de la part de ces derniers, des efforts financiers particuliers au regard du coût élevé du ciment et du faible niveau du revenu de la grande majorité des ménages. Les autres qui représentent 2,1% sont des constructions en débris provisoires.

3. Discussion

Cet article conserve, l'apport des auteurs qui réside dans la prise en compte explicite de la variation des contextes migratoires. Une analyse sur l'articulation des trajets qui tienne compte des évolutions spatiales des migrants.

L'analyse de ce document sur la migration et dynamique de l'espace urbain de la rive gauche du district de Bamako nous fait apparaitre que, la migration est une stratégie de lutte contre la pauvreté dans le contexte socio-économique du Mali selon les caractéristiques des zones et contribue au développement socio culturel et économique. La conséquence est une urbanisation galopante. Cette situation est critiquée dans les œuvres de certains auteurs.

Sylvie Bredeloup (2014, p 12), accorde une place centrale aux imaginaires migratoires, « migrations d'aventures », dans le but de saisir les itinéraires migratoires, leurs mises en récit et les imaginaires que les migrants construisent par ces mobilités (lieux de transit, lieux d'installation).

Monique Bertrand indique que la migration vers la ville de Bamako, capitale du Mali, est plus un phénomène d'accumulation que de dispersion de la population à travers le pays.

Sur la base des données des recensements pour la période 1995-2005, estimé à 1 578 695 maliens vivaient à l'extérieur du pays. 32 % d'entre eux se trouvaient en Côte d'Ivoire […], indiquait Ballo, (2009).

Coulibaly Yaranga (1999, p 42), témoigne que : Les capitales Africaines font face à une croissance urbaine grandissante qui s'accompagne de multiples défis. Ces villes sont de plus en plus perçues par les ruraux comme la destination idéale pour échapper à la précarité du milieu rural.

Moïse (2009), estime une confirmation des conséquences migratoires, sur la taille de la population, particulièrement dans les pays qui accueillent un grand nombre de migrants économiques où desquels partent un grand nombre d'entre eux. *« En 1976, les migrants externes occupaient déjà 35% de la population totale du District et en 1987 ce pourcentage s'élevait à 44%. Après 1987, on retrouve une croissance plus « normale », à la limite faible ».*

Depuis une dizaine d'années, les réserves foncières des communes environnantes sont mobilisées pour résoudre les besoins fonciers de Bamako. À cela s'ajoute la réorientation des citadins en quête de propriété vers ces communes environnantes, agrandissant la pression foncière dans ces localités, prouve Konaté Ibrahim (2023, p 31).

Soukeyna Kane, directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Mali, le Niger, le Tchad et la Guinée (juin 2017), trouve que : pour devenir un moteur croissant dans le développement il fournir des services publics et améliorer son urbanisme et son organisation spatiale qui souffrent de de marché fonciers, et investir dans les bâtiments et infrastructures éloignées des centre villes.

Contrairement au régime actuel, État malien n'incitait pas au rapatriement des capitaux, bien au contraire. Sous le régime du président Modibo Keïta (1960-1968), il est interdit d'être propriétaire de plus d'une maison. Ce qui a obligé les diamantaires maliens à investir davantage au Congo dans les secteurs immobilier et commercial, Bredeloup, (1994, p 89).

Les mouvements migratoires les plus importants proviennent essentiellement des pays voisins et de l'intérieur du pays.

Coulibaly Birama (1993, p 11) confirme dans son article : « la migration a joué un rôle moteur dans la croissance démographique de la capitale du Mali » que, l'extension spatiale est victime de la croissance démographique, avec l'installation en périphéries des migrants.

4. Conclusion

Pays continental aux ressources naturelles limitées, le Mali connaît un mouvement migratoire indispensable de ses populations. C'est une pratique historique et culturelle depuis le temps des grands empires. La communauté malienne se caractérise par sa forte structuration et sa capacité de mobilisation. Bamako devient de plus en plus une région de transit et même d'immigration. Cet état de fait s'explique par des facteurs (facteurs internes et des facteurs externes), considérés comme éléments contextuels des migrations aujourd'hui.

La migration peut être volontaire ou involontaire et peut se produire pour diverses raisons, notamment économiques, politiques, religieuses, environnementales (une catastrophe naturelle) ou encore sociales et des taux élevés de chômage, des conflits armés. Le mouvement s'est amplifié ces dernières décennies à cause de la sécheresse endémique, la crise économique et les problèmes politiques.

En réalité, les infortunés d'exode ne font que changer leur misère de pôle dans la mesure où ils ne contribuent qu'à alimenter les quartiers périphériques, lieux de référence des pauvres urbaines. Ce qui va entraîner une augmentation de la délinquance juvénile.

La croissance de la périphérie s'explique donc, d'une part, par le fait que des migrants s'y installent dès leur arrivée, et d'autre part, par le flux de la population comme non- migrante du centre-ville.
Il existe deux types de migration : la migration internationale et la migration internes.
Il est facile d'allier ces deux approches si nous considérons que la migration interne et la migration internationale s'inscrivent toutes les deux dans une stratégie de subsistance des ménages, dont le but est de diversifier les sources de revenus et de surmonter les contraintes de développement dans le lieu d'origine.
Les migrations peuvent renforcer la cohésion sociale dans les zones de départ en éliminant tous ceux qui ne s'y intègrent pas d'une façon ou d'une autre. Souvent, les migrants connaissent des difficultés avec leur entourage.
La migration peut ainsi être perçue comme un moyen d'acquérir une plus grande variété d'actifs, qui jouent le rôle de garantie contre les chocs et les difficultés futurs.
Un nombre croissant de travaux a défini la migration comme une composante majeure des stratégies utilisées par les ménages pour diversifier, sécuriser et, éventuellement, améliorer durablement leurs moyens de subsistance.

5. Reference bibliographique

Adams, 1977, Le long voyage des gens du fleuve. Paris, Maspero, 222 p.
BALLO Amadou, 1993, « Bamako » Pays enclavés, ENSup, Bamako, Département d'Etudes et de Recherches d'Histoire et de Géographie, Talence : Centre de recherche sur les espaces tropicaux, Bamako p 1-6.
BALLO Lassana, 2005, Etude de logement de l'espace périurbain : Cas de la commune rurale de Djalakorodji. Mémoire de DEA, ISFRA, géographie, 161p.
Banque Mondiale, République du Mali, 2011, Analyse environnementale du milieu urbain Volume 2 : Profil environnemental des villes de Bamako, Gao, Mopti et Sikasso, No 60788-ML Région Afrique.
BAROU Jacques, 1978, Les travailleurs africains en France. Revue Culturelle du Monde noir, nouvelle série bilingue, n° 105-106, 162 p.
BERTRAND Monique., 1994, La question foncière dans les villes du Mali (marchés et patrimoines). Paris, Karthala, 236 p.
BLION Reynald, WISTKA Sandrine, 1998, Revenus, épargnes et transferts d'économies des immigrés maliens et sénégalais en France. Hommes et Migrations, n° 1214, juillet-août : 45-46.
COULIBALY Diamouténé Aminata, 2015, La polygamie au Mali à partir des données du recensement de 2009, Bamako/Mali. 70 p.
COULIBALY Yaranga, 1999, La gestion de l'environnement urbain à Bamako, Thèse de doctorat, ISFRA, Population-Environnement, Bamako, Mali, 233 p.
DEMBELE Samba, 2017, Dynamique Socio-spatiale de la ville de Bamako et Environs, Thèse de doctorat, Université de Caen Normandie, 357p.
DIARRA Balla, 1999, Dynamique spatiale et politiques urbaines à Bamako : le rôle des images satellite spot dans la gestion des villes, thèse de doctorat en (spécialité), Université Aix-Marseille 1/ France, 285 p.
DIARRA Kalis, 1993, « Les bases de l'influence de Bamako, Chapitre X » Pays enclavés, ENSup/ Bamako, 6 pp. 245-270, 27p.
DIEUDONNE Ouédraogo et Victor Piché, 2007, Dynamique migratoire, insertion urbaine et environnement au Burkina. Au-delà de la houe. L'Harmattan Burkina /Presses universitaires de Ouagadougou/Paris, 328 p.
DIOP mahine, Eghoff Christian, 2007, « développement des villes maliennes - enjeux et priorités », Ed. World Bank - Washington. N° 104, 82 pages.
Direction Nationale de la Population (DNP), 2003, "politique nationale de population, révision1".
Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI), (1998) " analyse des résultats du recensement général de la population et de l'habitat du Mali ", 348p.
GIRAUT frédéric, 1994, la petite ville, un milieu adapté aux paradoxes de l'Afrique de l'Ouest : étude sur le semis, et comparaison du système spatial et social de sept localités (Togo, Ghana, Niger), Thèse, Université Panthéon-Sorbonne, 403p.

HERTRICH, Veronic, Keïta Moussa, 2003, Questions de population au Mali. Le figuier : UNFPA, 301 p.
KANOUTE Bourama, 1982, Migration et Développement : les problèmes de réinsertions des immigrés dans leur milieu (l'expérience de Somankidicoura). Mémoire de Philo-psychopédagogie, Bamako, École normale supérieure (Ensup), 60 p.
KOFFI Atta, 1978, dynamique de l'occupation de l'espace urbain et périurbain de Bouaké (Cote D'ivoire). O.R.S.T.O.M. - Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris, 309p.
KONATE Ibrahim Tiessolo, 2014, Accroissement démographique et extension spatiale à Bamako de 1960 à nos jours : cas de la commune I de Bamako, Mémoire de MASTER, ENSup, 152 p
KONATE Moussa, 2002, la dynamique de l'espace urbain de Bamako règlement foncier et monographique des quartiers de Faladié sema et Niamakoro, Mémoire de DEA, ISFRA, Géographie urbaine, Bamako, Mali, 122 p.
Mairie du District de Bamako, 2010, Premier forum sur le développement urbain de Bamako 23, 24 et 25 février 2010 CICB de Bamako.
Mairie du District (2014) : Stratégies opérationnelles vision Bamako 2030, 139 p.
ONU (2015) : Rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement, New York. En ligne [https://goo.gl/MLJ1Ta].
NIANE Djibril, 1975, Le Soudan occidental au temps des grands empires du xie au xvie siècle. Paris, Présence Africaine, 271 p.
RICCA Sergio, 1990, Migrations internationales en Afrique : aspects légaux et administratifs. Paris, Le Harmattan, 280 p.
TABUTIN Dominique, Schoumaker Bruno, 2020, la démographie de l'Afrique subsaharienne au xxie siècle, Ined Vol. 75 | pages 169 à 295 ISSN 0032-4663.
TIMERAT Mahamet, 1996, Les Soninkés en France, d'une histoire à l'autre. Paris, Karthala, 248 p.